

Gouvernement du Québec

Décret 819-2008, 27 août 2008

CONCERNANT l'approbation du Protocole d'entente entre le gouvernement du Québec, l'Agence canadienne d'inspection des aliments et d'autres parties concernant le Réseau canadien de surveillance zoonositaire

ATTENDU QUE, en vertu notamment de l'article 1 de la Loi sur la protection sanitaire des animaux (L.R.Q., c. P-42), le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation voit à ce que soit assuré un niveau approprié de protection sanitaire des animaux;

ATTENDU QUE le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation exerce une surveillance constante de la santé animale au Québec, ainsi qu'à l'échelle nationale et internationale, par l'intermédiaire du Centre québécois d'inspection des aliments et de santé animale et du Laboratoire d'épidémiosurveillance animale du Québec;

ATTENDU QUE l'Agence canadienne d'inspection des aliments désire collaborer avec les laboratoires des provinces pour mettre en place des procédures permettant de contrer une éventuelle éclosion de maladie animale exotique et qu'elle veut établir le Réseau canadien de surveillance zoonositaire pour améliorer le dépistage précoce et la surveillance des maladies animales exotiques qui sont à déclaration obligatoire au Canada;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec, l'Agence canadienne d'inspection des aliments et d'autres parties souhaitent conclure une entente relativement à la création du Réseau canadien de surveillance zoonositaire;

ATTENDU QUE l'article 25 de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (L.R.Q., c. M-14) prévoit que le ministre peut conclure des accords avec tout gouvernement ou organisme ainsi qu'avec toute personne, association ou société en vue de l'élaboration et de l'exécution de tout plan, programme ou projet concernant le développement des secteurs agricoles et alimentaires;

ATTENDU QUE l'Agence canadienne d'inspection des aliments est un organisme gouvernemental fédéral au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30);

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QUE les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi, être approuvées par le gouvernement et signées par le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information:

QUE le Protocole d'entente entre le gouvernement du Québec, l'Agence canadienne d'inspection des aliments et d'autres parties concernant le Réseau canadien de surveillance zoonositaire, lequel sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,

GÉRARD BIBEAU

50542

Gouvernement du Québec

Décret 820-2008, 27 août 2008

CONCERNANT l'approbation de l'Entente entre le gouvernement du Québec et l'Agence canadienne d'inspection des aliments concernant l'amélioration des infrastructures du Laboratoire d'épidémiosurveillance animale du Québec et la participation du Québec au Réseau national des laboratoires de l'influenza aviaire

ATTENDU QUE, en vertu notamment de l'article 1 de la Loi sur la protection sanitaire des animaux (L.R.Q., c. P-42), le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation voit à ce que soit assuré un niveau approprié de protection sanitaire des animaux;

ATTENDU QUE le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation exerce une surveillance constante de l'influenza aviaire au Québec, ainsi qu'à l'échelle nationale et internationale, par l'intermédiaire du Centre québécois d'inspection des aliments et de santé animale et du Laboratoire d'épidémiosurveillance animale du Québec;